

AI Index: PRE 01/137/2008
07 May 2008

Myanmar. Une coopération avec la communauté internationale est nécessaire pour assurer aux victimes l'aide dont elles ont besoin

Après le passage du cyclone Nargis sur le Myanmar, qui a provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes et le déplacement de près d'un million d'autres, Amnesty International lance un appel urgent au gouvernement pour qu'il ouvre ses frontières aux secours et fasse en sorte qu'une aide soit apportée aux victimes en fonction de leurs besoins, sans discrimination.

« Les difficultés administratives faites aux demandeurs de visas sont en train de coûter la vie à de nombreuses personnes, tandis que des donateurs retardent leur aide de crainte que celle-ci ne soit détournée par l'armée, a déclaré Benjamin Zawacki, chargé de recherche sur le Myanmar à Amnesty International. Le gouvernement doit maintenant accorder l'entrée dans le pays et fournir des assurances aux équipes de secours internationales. »

Amnesty International appelle le gouvernement du Myanmar à assouplir ses restrictions en matière d'attribution de visas ainsi que les procédures douanières qui ont fait obstacle ces derniers jours à l'arrivée des secours internationaux sur place et ont ralenti la distribution de l'aide humanitaire dont la population a désespérément besoin. Si une partie de l'aide internationale est arrivée à Yangon (Rangoun), le gouvernement ne s'est pas encore mobilisé en vue de l'énorme effort logistique nécessaire pour apporter de l'aide aux populations les plus durement touchées.

Amnesty International considère qu'à ce stade la situation dans le sud du Myanmar est avant tout une crise humanitaire et de reconstruction. L'expérience acquise après d'autres catastrophes naturelles de cette ampleur, comme le tsunami de 2004 dans l'Océan indien par exemple, a montré que la protection des droits humains est essentielle à l'efficacité de l'aide et à un redressement durable.

Amnesty International appelle donc le gouvernement du Myanmar à coopérer étroitement avec les efforts de la communauté internationale pour venir en aide aux victimes et à mettre en place des mécanismes clairs et transparents de distribution de l'aide. Le gouvernement doit fournir une aide en fonction des besoins, sans discrimination fondée sur la race, la couleur de la peau, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. Après de grandes catastrophes, les femmes sont souvent particulièrement vulnérables à la violence sexuelle et reçoivent fréquemment moins d'aide.

Le gouvernement du Myanmar doit également veiller à ce que le million de personnes déplacées par le cyclone reçoive de toute urgence une aide appropriée pour les aider à reconstruire leur vie, notamment un hébergement de base, de la nourriture, de l'eau et des soins médicaux. Compte tenu du bilan du gouvernement en matière de réinstallation forcée de ses propres citoyens, Amnesty International appelle les autorités à éviter l'emploi d'une force excessive contre des populations déplacées et, on peut le comprendre,

traumatisées.

Le passé de corruption et de comportement abusif du gouvernement du Myanmar fait naître la crainte de déplacements forcés sous couvert de distribution des secours à la population, en vue d'étouffer ou d'affaiblir le soutien aux groupes d'opposition. Toute réinstallation de personnes déplacées internes se trouvant dans des camps ou des régions frappées par la catastrophe doit se faire sur la base du volontariat, sauf si la sécurité et la santé des personnes concernées nécessitent une évacuation. Elles ne doivent en aucun cas y être contraintes, la distribution de l'aide notamment ne doit pas y être subordonnée. Le droit des personnes déplacées de retourner de manière volontaire dans leurs anciens foyers ou sur leurs terres en toute sécurité et dans la dignité doit être respecté et les autorités doivent les aider, soit à rentrer soit à s'installer dans une autre région du pays.

« Les droits humains sont le plus en danger dans les situations de crise ou d'urgence, a déclaré Benjamin Zawacki. Il est donc essentiel que tant le gouvernement du Myanmar que les autres acteurs reconnaissent et soutiennent le rôle central des défenseurs des droits humains, notamment ceux engagés dans l'action humanitaire ou dans des missions d'observation de la situation des droits humains sur le terrain, dans le processus de secours et de reconstruction. »